Sanctions et contrôle des exportations : mesures de l'ONU, Russie et sanctions secondaires : conséquences pratiques

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Pour les banques et les gestionnaires de fortune

Pour les banques, le droit singapourien des sanctions est relativement simple. L'essentiel de la complexité vient de la pression commerciale des sanctions étrangères. Les obligations internes se composent des règlements d'application des sanctions des Nations unies, de la notice relative à la Russie et de l'obligation de déclaration. Les obligations commerciales découlent des banques correspondantes, du système de compensation en dollars et des politiques de groupe des banques internationales, qui appliquent généralement les sanctions américaines, européennes et britanniques dans toutes leurs succursales. Les banques privées qui servent des clients de Russie, du voisinage de l'Iran ou d'autres régions sous sanctions doivent donc effectuer le filtrage sur plusieurs séries de listes et apprécier la détention et le contrôle selon plusieurs critères. La notice singapourienne applique par exemple aux

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

banques désignées un critère de détention ou de contrôle (owned or controlled), tandis que la règle américaine bloque les entités détenues à 50 pour cent ou plus par des personnes désignées.[1]

Pour les négociants et les armateurs

Pour les négociants, la question décisive est l'origine de la cargaison et l'identité des navires qui la transportent. Une cargaison transbordée en mer depuis un pétrolier désigné peut contaminer chaque transaction ultérieure de la chaîne. Les banques qui financent le négoce de matières premières à Singapour demandent désormais systématiquement l'historique des navires, les données de suivi et les attestations relatives au plafonnement des prix. Les armateurs et gestionnaires de navires établis à Singapour sont confrontés à des questions semblables au sujet des affréteurs et des propriétaires de cargaisons qu'ils servent.

Liste de contrôle pour les praticiens

- Déterminer les régimes applicables : le droit singapourien (règlements d'application des sanctions des Nations unies, mesures contre la Russie, Strategic Goods (Control) Act) et, par la nationalité des parties, de leurs banques et la monnaie utilisée, les régimes américain, européen et britannique.
- Filtrer toutes les parties, y compris les bénéficiaires effectifs, les propriétaires, gestionnaires et affréteurs des navires, au regard des listes des Nations unies, de la notice relative à la Russie et des listes des principaux régimes étrangers, en appliquant les critères de détention propres à chacun.
- Classer les marchandises selon le Strategic Goods (Control) Order et vérifier la clause attrape-tout (catch-all) dès qu'un indice laisse supposer une utilisation finale liée à des armes.
- Pour le pétrole et les produits raffinés, obtenir les données de suivi de chaque navire et vérifier l'historique des transbordements de navire à navire, des

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

changements de pavillon et des interruptions du signal du système d'identification automatique.

- Obtenir les attestations relatives au plafonnement des prix lorsque du pétrole d'origine russe peut être en cause et les conserver dans le dossier de la transaction.
- Prévoir des clauses de sanctions dans les contrats et vérifier le fonctionnement des clauses de force majeure et de résiliation si une partie ou un navire est désigné.
- Contrôler les flux de digital payment tokens (jetons de paiement numériques) pour détecter des liens avec des personnes sanctionnées, la notice relative à la Russie étendant les interdictions aux crypto-actifs.
- Documenter l'analyse, déclarer les soupçons et les avoirs gelés aux autorités lorsque le droit singapourien l'exige, et réexaminer la situation à chaque publication d'un nouveau train de mesures ou d'une nouvelle désignation.

Notes

1. US Department of the Treasury, communiqué de presse JY2777, 10 janvier 2025 : les entités détenues à 50 pour cent ou plus par les compagnies pétrolières désignées sont bloquées ; MAS Notice SNR-N01, par. 2.1 : les Designated Banks comprennent « all entities owned or controlled by, directly or indirectly, or acting on behalf of or under the direction of » les banques inscrites sur la liste. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.